

Budget—M. Clark

savons, monsieur le président, que la nouvelle loi est rédigée et qu'elle est prête, mais le gouvernement Trudeau continue de la cacher. Pourquoi? C'est vrai, et le ministre comprend que c'est vrai.

M. Chrétien: Elle n'est pas traduite en français.

M. Clark: Elle est disponible. Il est possible pour le ministre de répondre aux questions posées à la Chambre des communes sur la politique, sur des aspects de ce projet de loi. J'ai posé une question concernant les directions. J'ai demandé que le ministre dise aux Canadiens ici au Parlement et dans tout le pays si le gouvernement a l'intention d'inclure dans cette loi les caisses populaires et les caisses d'économie. Le ministre des Finances a refusé de répondre. Il a dit que nous devons attendre et étudier le projet de loi. La première fois, il a dit que ce n'était pas pour la Chambre des communes. Maintenant son excuse est qu'il n'y a pas de traduction. C'est une question qui touche la politique du gouvernement et on se demande si le gouvernement Trudeau a l'intention d'inclure dans la loi sur les banques les caisses populaires du Québec et les caisses d'économie.

M. Chrétien: Quelle est votre opinion là-dessus?

M. Clark: Ma politique comme chef de l'opposition est de forcer le gouvernement de cesser la pratique de cacher la vérité aux Canadiens, et quand il y a une politique, quand il y a un projet de loi, il doit le dire ici à la Chambre des communes. Je suis certain, monsieur le président, que la loi est cachée, pas à cause de la traduction, mais parce que le gouvernement a l'intention d'agir contre les intérêts du peuple du Québec et des caisses populaires du Québec. Il veut cacher cette intention jusqu'à la tenue des élections. Il y aura un impact grave sur la province de Québec, et c'est irresponsable de la part du gouvernement Trudeau de cacher ses vraies intentions aux Québécois.

Le ministre veut parler maintenant. Peut-être plus tard, étant donné qu'il est dans le «frame of mind» de parler maintenant, pourra-t-il indiquer exactement le plan du gouvernement sur les caisses populaires de la province de Québec. La loi est prête, il l'a admis aujourd'hui, la politique est bien claire, bien établie sur cette question. Mais pourquoi cette politique reste-t-elle sous clé, pourquoi le ministre refuse-t-il maintenant de donner à la Chambre des communes, de donner au Parlement, de donner au peuple du Québec la vérité, la vraie politique du gouvernement? Pourquoi la cacher? C'est cela la question maintenant pour le gouvernement.

On doit se souvenir que c'était ce même gouvernement Trudeau qui avait condamné le régime des contrôles, et qui l'a établi. Il n'est pas possible d'avoir confiance dans le gouvernement Trudeau. Cela c'est bien clair. Aujourd'hui, le gouvernement se doit de montrer clairement ses vraies intentions au sujet des caisses populaires. Elles sont menacées maintenant par le gouvernement, et le gouvernement doit au moins publier le projet de loi, un projet de loi qui est prêt et qui attend seulement la traduction. On ne doit pas continuer de le cacher pour préparer une autre trahison de la même façon qu'il a trahi les Canadiens avec la question des contrôles.

● (1642)

[Traduction]

Ce budget et le débat qui se poursuit montrent la différence fondamentale qui existe entre les points de vue du parti libéral

et ceux du parti progressiste-conservateur, sur notre pays, sur notre économie et sur ce à quoi sert un budget. Pour les libéraux, c'est une occasion de bluffer. Pour nous, nous y voyons l'occasion de construire.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Au lieu de réduire provisoirement une taxe et de la rétablir quand le chômage est le plus aigu, nous aurions appliqué un dégrèvement fiscal permanent qui aurait créé des emplois dans un avenir prévisible. Au lieu de laisser de côté la petite entreprise canadienne, qui constitue l'épine dorsale du système canadien de libre entreprise, nous aurions appliqué un crédit fiscal annuel jusqu'à concurrence de \$5,000 pour encourager les Canadiens à investir dans la petite entreprise canadienne.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Au lieu de donner six mois d'aide à la région de l'Atlantique pendant l'été, nous aurions combiné divers stimulants, avec une réduction fiscale permanente, jointe à l'application de contrats fiscaux à long terme, afin d'inciter l'industrie à construire et à s'installer au Québec et dans la région de l'Atlantique.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Enfin, ce qui est encore plus important, au lieu d'un budget à courte vue qui borne l'avenir du Canada à six mois, nous aurions saisi l'occasion de lancer une politique de développement national pour le Canada.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Avec ce budget, les Canadiens n'ont aucune idée de l'orientation que va prendre le pays. A cet égard, j'ai le regret de le dire, ce budget reste bien dans la tradition Trudeau. Pendant cette dernière décennie, on nous a infligé ce genre de budgets, qui jouent sur les rabais fiscaux, mais qui n'offrent ni cadre, ni direction, ni plan de développement sur lequel les Canadiens pourraient compter, et qui leur permettraient de faire leurs propres plans et d'établir leurs propres priorités. C'est toute une décennie où les choses ont été laissées à la dérive, et qui représente dix ans d'occasions perdues pour le Canada et, à cela, il n'y a pas d'excuse.

Le ministre a encore moins d'excuse, parce qu'à la conférence des premiers ministres, en février, les chefs des gouvernements provinciaux du Canada, qui, dans l'ensemble, prennent leurs responsabilités beaucoup plus au sérieux que le gouvernement actuel, ont présenté une longue liste de propositions positives et constructives qui pourraient faire partie d'une nouvelle stratégie nationale de développement. Grâce aux premiers ministres des provinces, le ministre avait quantité de ressources dans lesquelles il pouvait puiser. Et pourtant, le budget qui nous est présenté ne met en vigueur, que dis-je, ne mentionne même pas une seule de ces propositions. Cela ne fait que confirmer que le gouvernement est satisfait d'avoir réussi à obtenir quelques heures d'antenne à la télévision. Les propositions de la conférence des premiers ministres sont demeurées lettre morte. En tant qu'instrument politique, la conférence a été une perte de temps délibérément calculée pour les premiers ministres du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Si ce budget avait été le nôtre, il aurait annoncé un plan global de développement du pays, non pas pour